

# LE SOLEIL

Québec, Le Soleil, samedi 24 mai 1986



Le Soleil, Yves Mongrain

*Une période d'incertitude qui risque de durer jusqu'à la fin de la décennie, estime le professeur Antoine Ayoub*

**Les prix du pétrole**

## **Une accalmie qui paraît bien fragile**

*Ce n'est plus la guerre, mais ce n'est pas encore la paix. Les prix du pétrole ont stoppé leur chute libre et personne ne sait plus trop bien ce qui risque d'arriver. Hélène Baril a rencontré le directeur du Groupe de recherche en économie de l'énergie de l'université Laval, M. Antoine Ayoub.*

♦ Aussi brusquement qu'elle avait commencé, la dégringolade des prix du pétrole s'est arrêtée. Accalmie ou fin de la guerre de prix qui risquait de faire aussi mal au monde industrialisé que le premier choc pétrolier ?



par  
**Hélène  
BARIL**

Ce n'est plus la guerre mais ce n'est pas la paix non plus, c'est pire: " Nous venons d'entrer dans une période "ni guerre ni paix" qui risque de durer jusqu'en 1990 au moins", estime M. Antoine Ayoub, directeur du Groupe de recherche en économie de l'énergie de l'université Laval, le "bras" énergétique du département d'économie de l'institution.

Et à bien des égards, c'est une situation bien pire qu'une guerre de prix, qui ne peut généralement pas durer indéfiniment, constate le professeur. L'accalmie actuelle peut au contraire perdurer, avec toutes ses incertitudes et ses pointes à la hausse comme à la baisse.

Il donc possible que le prix du baril de pétrole atteigne la limite de \$5 qui représente les coûts de production en mer du Nord, ou qu'il remonte comme il l'a fait ces derniers jours. "Mais nous n'allons pas retrouver les \$28 le baril de sitôt", affirme M. Ayoub au cours d'une entrevue.

**La cause**

Dans les conditions normales du marché, la dégringolade des prix de la fin 1985 aurait dû survenir beaucoup plus tôt. Le prix élevé du pétrole ayant favorisé l'émergence de nouveaux producteurs tandis que la consommation diminuait, l'offre dépassait la demande depuis 1982.

Si les prix se maintenaient, c'est en raison des "sacrifices" consentis par l'Arabie Saoudite pour limiter sa production. Ce pays, le plus gros producteur de l'OPEP et le troisième au monde après l'Union soviétique et les Etats-Unis, en est ainsi arrivé à une production de 1.5 million de barils par jour seulement, alors que sa capacité est de 11 millions de barils par jour.

Mais même les sheiks peuvent avoir des problèmes d'argent. Coincée par un programme de dépenses colossal et des engagements financiers à respecter, l'Arabie saoudite a ouvert les robinets. Même en restant dans les limites de son quota établi au sein de l'OPEP, soit 4 millions de barils par jour, cette augmentation de

l'offre a eu les répercussions qu'on connaît sur les prix.

Si l'équilibre boiteux qui vient de s'établir risque de durer, c'est qu'il sert les objectifs à long terme de l'Arabie Saoudite, explique par ailleurs M. Ayoub. Le pays a des réserves d'or noir évaluées à entre 60 et 70 ans. Son intérêt est de pouvoir les vendre, et non de voir son marché s'effriter au profit des sources alternatives d'énergie.

L'Arabie craint que d'autres formes d'énergie s'installent et c'est ce qui risque d'arriver si le prix du pétrole est élevé. Les pays de l'OPEP l'ont appris à leurs dépens: de 68 pour 100 du marché en 1975, leur part n'était plus que de 35 pour 100 en 1985, principalement à cause de l'arrivée de nouveaux producteurs.

Quant aux nouvelles formes d'énergie, elles n'ont pas encore réussi à déloger le pétrole de sa place de matière de base de l'économie. M. Ayoub ne croit pas non plus qu'elles puissent y parvenir à moyen terme. SOQUIP (Société québécoise d'initiatives pétrolières) s'est impliquée dans la conversion des automobiles au gaz naturel et c'est loin d'être une réussite, affirme le professeur qui siège au conseil d'administration de la société d'Etat.

Cette baisse du prix du pétrole peut par contre ralentir sensiblement la pénétration du gaz naturel et la conversion à l'électricité qui a connu tant de vogue ces dernières années au Québec.

**Les perdants**

A \$15 le baril, le pétrole reste une aubaine à 50 pour 100 du prix régulier des dernières années. La baisse des prix ne fait pas que des heureux cependant. Tous les pays producteurs dont les coûts de production sont élevés y perdent.

Bien sûr, Exxon (la multinationale américaine) n'est pas en danger, mais ses dépenses d'exploration ont été radicalement coupées, et aux Etats-Unis, les faillites de petits producteurs se multiplient. Le gouvernement canadien a dû subventionner les siens en marchant sur ses convictions pro-libre-entreprise. Les pays en voie de développement, qui comptaient sur la manne pétrolière pour payer leurs dettes, doivent déclarer forfait.

Et c'est tout le système financier qui est ébranlé. Les banques sont en effet intimement liées à l'industrie pétrolière soit directement, soit indirectement. C'est l'or noir qui permet (ou ne permet pas) aux pays endettés de rembourser les énormes emprunts contractés auprès du système bancaire international. Par exemple, la première banque canadienne, la Banque Royale, a des prêts de \$1.6 milliard au Mexique, un pays dont l'économie est dure-

ment touchée par la baisse des prix du pétrole.

Pour l'Union soviétique, le plus gros producteur mondial, l'exportation d'un million de barils de pétrole par jour est une entrée cruciale de devises étrangères. En six mois, elle a été amputée de 50 pour 100.

**Les gagnants**

En revanche, la baisse du prix du pétrole est de nature à favoriser l'ensemble de l'activité économique. Ce qui, à la limite, peut atténuer le manque à gagner des gouvernements en taxes et impôts tirés de l'industrie pétrolières.

Reste à savoir si ces avantages compenseront les inconvénients, ce que les économistes ne pourront mesurer que beaucoup plus tard.

Pour le moment, c'est le consommateur qui peut bénéficier de la baisse des prix. En Europe et aux Etats-Unis, ils ont vu les prix baisser rapidement. Au Canada, il a fallu un peu plus de temps pour voir le prix de l'huile à chauffage baisser.

Le professeur Antoine Ayoub, qui ne croit pas tellement aux explications avancées par les grandes pétrolières pour justifier cet état de fait, pense que les raffineurs et les gouvernements ont profité de la baisse des prix pour "se refaire" après plusieurs années de vaches maigres.

Mais, dit-il, quand la pression à la baisse est assez forte, le Canada doit suivre le mouvement. Dans le cas de l'huile de chauffage, la baisse est déjà amorcée. Pour l'essence, c'est plus compliqué: comme le prix d'un litre comporte 55 pour 100 de taxes, un tel ajustement équivaut presque à une réduction d'impôt.

**Et M. Bourassa ?**

Le projet du premier ministre québécois Robert Bourassa de construire une deuxième Baie James de \$25 milliards qui fournirait 12,000 mégawatts d'électricité à exporter aux Etats-Unis est ballotté dans cette mer troublée.

Selon le professeur de Laval, l'incertitude du marché pétrolier n'a pas encore eu le temps de jouer en faveur ou en défaveur du projet Bourassa. "Les arguments qu'il (M. Bourassa) avance sont les mêmes qu'avant la baisse des prix", explique-t-il.

La question à \$100,000: le Québec devrait-il s'engager dans un investissement de cette taille qui sera prêt dans 10 ans et les Américains peuvent-ils y trouver leur compte ?

"Si j'étais un décideur (M. Bourassa ou un gouverneur de la Nouvelle-Angleterre), je ne déciderais pas. Je dirais: j'attends. Il n'y a pas le feu à la maison, ni pour le vendeur, ni pour l'acheteur".